

Repenser les digues pour dompter les grandes crues

En Camargue, le point le plus haut reste le bord du fleuve. Sur un territoire dont le tiers des terres culmine à moins de 1 mètre d'altitude, où les agriculteurs distinguent les « terres hautes » des « terres basses », les digues de 5 mètres de haut font office de montagnes. La dernière fois que le Rhône a débordé, en 2003, Pierre Raviol, riziculteur désormais à la retraite, s'en est souvenu. Quand il a compris que l'eau passerait la butte dans la nuit, il a filé garer ses tracteurs au plus près des talus, un peu plus haut. Le fleuve le plus puissant de France, gonflé par les pluies tombées dans la Saône, la Durance, l'Ardèche et le Gardon, charriait 11 500 mètres cubes d'eau par seconde. Une crue centennale comme les Arlésiens n'en avaient plus connu depuis 1856, cette date qui scelle tout dans le delta.

Car il y a un avant et un après 1856, au sud du Rhône, année repère pour penser l'avenir d'un territoire directement menacé par la montée des eaux, d'où qu'elles viennent. Cette année-là, fin mai, après « *une averse mémorable* » d'« *une régularité implacable pendant vingt-quatre, trente ou trente-six heures* », rapporte une étude des ingénieurs de l'équipement, les chaussées ont cédé sous la force de l'eau, le chemin de fer a été emporté, les meubles, les arbres, les barques se sont fracassés contre les ponts. Quinze jours après, les Saintes-Maries-de-la-Mer (Bouches-du-Rhône) étaient toujours isolées de tout. La violence de l'événement fut telle que Napoléon III, descendu en train, ordonna l'accélération de l'endiguement du fleuve. Les 250 kilomètres de murs de terre érigés de part et d'autre des deux bras du Rhône datent de ce moment-là. La digue à la mer, qu'un grand propriétaire avait imaginée un peu plus tôt pour fermer le triangle, également.

Le fleuve contenu, les cultures et la production de sel se sont développées, les villages ont grossi, et la menace s'est éloignée. Les inondations de 2003 ont rafraîchi les mémoires. Aujourd'hui, deux hommes, un élu et un ingénieur, épaulés par une toute petite équipe, surveillent les humeurs du fleuve : Pierre Raviol, le riziculteur qui monte ses tracteurs sur les talus, adjoint du maire d'Arles (Bouches-du-Rhône), et Thibaut Mallet, hydraulicien. Le premier préside, le second dirige le Symadrem, le syndicat mixte interrégional d'aménagement des digues du delta du Rhône et de la mer.

Spontanément, ils ne font pas le lien entre les crues et le réchauffement – « *de toute façon, on vit en zone inondable* ». Ils savent que « *les événements extrêmes vont se multiplier* » mais citent aussi « *ces modèles qui disent que les crues ne vont pas s'aggraver* ». « *La seule prévision fiable, c'est neuf heures avant, quand on connaît les débits en amont de la Cèze et de la Durance* », disent-ils. Les dernières inondations ont tout de même rappelé la nécessité d'entretenir les ouvrages et de les préparer à des phénomènes plus intenses.

Les Américains intéressés

Faut-il tout rehausser pour autant ? Jusqu'où ? A quel prix ? On ne va pas monter les digues jusqu'au ciel, ont répondu les pouvoirs publics, il y aura toujours une crue plus importante que les autres. C'est là que l'idée de créer une digue déversante, qui consiste à laisser des portions volontairement plus basses – de 80 centimètres – pour que l'eau s'y écoule sans surprise, prend tout son sens. Il en existe en bord de Loire, mais sur des tronçons de 200 à 300 mètres. Au bord du Rhône, ces morceaux seraient longs de 5 kilomètres. Mais cela

suppose d'accepter l'inondation, de renoncer au principe de digue insubmersible, soit une petite révolution intellectuelle en Camargue.

Lorsque l'idée a été proposée, au début, le principe n'est pas passé. Les ruraux notamment ont eu le sentiment d'être sacrifiés au profit des urbains. « *Les plus virulents sont les anciens citadins venus à la campagne* », note Pierre Raviol. Plutôt que de parler de digue « déversante », ou « déversoir », le président du Symadrem a proposé « *digue résistante à la surverse* ». Le changement de vocabulaire a contribué à calmer les esprits. « *On leur a rappelé qu'ils étaient toujours inondés par des brèches. Là, ils seraient certes moins protégés que les villes, mais beaucoup mieux qu'avant*, explique Thibaut Mallet. *L'eau passera, mais une fois tous les cent ans, et plutôt qu'une vague dévastatrice, souvent à l'origine de morts, ce sera la crête de la crue. A l'endroit des déverses, on marchera dans 50 centimètres d'eau seulement.* »

Le plan a été validé en 2005. La première tranche, jusqu'en aval d'Arles, est terminée. Le Symadrem espère boucler la suite avant 2028. Les travaux sont colossaux et sans équivalent au monde, assure Thibault Mallet. A tel point qu'une cinquantaine d'experts internationaux des grands barrages, en congrès à Marseille en juin 2022, ont demandé à voir ces fameux ouvrages. On va devoir y penser, ont glissé les Américains. Sur le Mississippi, rien de tel alors que les crues sont dévastatrices.

Sur le Rhône, en plus de rehausser les digues et d'y aménager volontairement des brèches, on épaissit les talus. A d'autres endroits, on les recule de 100 mètres pour élargir le lit du fleuve. Les propriétaires des terrains, souvent les meilleures terres, sont indemnisés. Un dernier tracé doit être arrêté, celui du déversoir en aval du village de Salin-de-Giraud (Bouches-du-Rhône), tout au sud. Le Symadrem propose de protéger une partie des bassins de production de sel, mais pas tout. Ce qui contrarie le PDG des Salins du Midi, qui l'a fait savoir dans un courrier incendiaire, mi-mai.

« Impossible de tout protéger »

Sur un territoire façonné par les assauts répétés du fleuve et de la mer, la plus grande menace, longtemps incarnée par le Rhône, vient à présent du littoral. Le village des Saintes-Maries-de-la-Mer enregistre scrupuleusement 3,22 millimètres de hausse du niveau de la mer par an. [L'eau monte, rongé, c'est un fait](#). Les Camarguais de la génération de Pierre Raviol, comme Patrick Michel, riziculteur et vigneron à Gageron, un hameau à quinze minutes au sud d'Arles, se rappelle ces dimanches où « *les Arlésiens allaient manger dans le golfe. Les caravanes s'installaient en bord de mer. [Devant le phare de Beauduc](#), c'était 200 mètres de plage et de dunes. Maintenant, il y a de l'eau.* » Et puis, il y a ces tempêtes, « *plus fréquentes ; tous les cinq à dix ans plutôt que tous les vingt ans* ».

Pour toutes ces raisons, la direction des Salins du Midi comme les habitants plaident pour la reconstruction de 24 kilomètres de digue à la mer et pas seulement des 7 kilomètres stratégiques autour du village, comme l'imagine le syndicat. Il y a ce nouveau contrat qui relance la production, les emplois indirects, « *la réindustrialisation de la France* », plaident les Salins. « *Un kilomètre de digue coûte 1 million d'euros quand le budget annuel du Symadrem, c'est 4 millions en fonctionnement et 1 million de travaux d'entretien* », répond son directeur, Thibaut Mallet. Jusqu'où protéger, à quel prix ? Combien la Camargue rapporte-t-elle ? Les mêmes questions qui se sont posées pour le fleuve se posent pour le littoral. « *Il sera impossible de tout protéger, de tout préserver* », explique Guillaume

Chauvel, responsable du canal du Rhône à Sète (Hérault), pour Voies navigables de France (VNF).

Hormis des travaux d'urgence aux Saintes-Maries, fin 2023, le gros du chantier débiterait, au mieux, en 2028. Face à la montée annoncée du niveau de la mer de 50 centimètres d'ici à 2100, le Symadrem estime avoir des réponses « *techniques et raisonnables* » à apporter. Au-delà, rien n'est dit. Mais alors, estiment l'élu et l'ingénieur, la situation en France sera telle que le delta du Rhône, aujourd'hui aux avant-postes du réchauffement climatique, ne sera plus le cœur des préoccupations.